

COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGETCOMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING

du

van

MARDI 06 MARS 2007

DINSDAG 06 MAART 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 26 sous la présidence de M. Luc Gustin.

01 Question de M. Melchior Wathelet au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la suppression des sites de l'administration des Finances sur la commune de Herve" (n° 14352)

01.01 Melchior Wathelet (cdH) : On m'a informé de l'éventuelle fermeture des sites de l'administration des Finances dans la commune de Herve.

Cette fermeture est-elle bien prévue, et dans ce cas, vers quelle localité seront-ils déménagés ? Quels seront les impacts en termes d'emplois ? En cas de maintien du site, sera-ce à long terme ? Ce n'est pas la première fois que circulent des rumeurs de fermeture. Pouvez-vous clarifier la situation ?

01.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Un exposé relatif aux résultats des études Coperfin a eu lieu à la Chambre, en mars 2004, reprenant notamment la liste des endroits où, dans le futur, les services du SPF Finances seraient organisés. Selon le plan de réorganisation fonctionnelle et géographique, plus aucun service n'était prévu à Herve. En matière d'emploi, les 30 personnes devraient être réparties dans les communes voisines.

L'exécution de ce plan n'est cependant pas prévue pour tout de suite, mais pour 2010-2012. Il fera d'ailleurs l'objet de négociations avec les autorités concernées. Il en est de même pour d'autres centres dans le même cas.

01.03 Melchior Wathelet (cdH) : Votre réponse me fait penser au verre à moitié vide ou à moitié plein. Je remarque qu'il n'y aura rien sans négociation avec les autorités locales concernées, ce qui est une bonne chose.

Même si des rumeurs se répandent, votre réponse est rassurante, au moins jusqu'en 2010-2012.

L'incident est clos.

02 Question de M. Patrick De Groote au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la déduction fiscale des titres-services pour la garde d'enfants" (n° 14372)

02.01 Patrick De Groote (N-VA) : Certains partis utilisent le thème de l'accueil des enfants pour convaincre les mères isolées de voter pour eux. Dans le quotidien *De Morgen* du 26 février 2007, Mme Kristl Strubbe du Open VLD se demande pourquoi le CD&V ne soutient pas la proposition relative à la déductibilité fiscale totale des titres-services pour la garde d'enfants en faveur des personnes aux revenus les plus faibles.

Un accord a-t-il été conclu au sein du gouvernement fédéral sur une déduction fiscale des titres-services en Flandre ? Quel est le budget disponible ? Quelles sont les adaptations techniques nécessaires à cet effet et quel est le calendrier prévu ?

02.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : L'article 10bis de la loi du 20 juillet 2001 règle la

possibilité d'une déductibilité fiscale des titres-services pour d'autres activités que l'aide à domicile. Les ministres flamandes Mmes Van Brempt et Vervotte, compétentes pour le 'plan d'action relatif à l'accueil des enfants sur un mode flexible et occasionnel', m'ont demandé de conclure un accord de coopération bilatéral. Cette possibilité est actuellement examinée par mon administration ; j'attends des conclusions sous peu et informerai les ministres flamands.

Président: M. Bart Tommelein.

02.03 Patrick De Groote (N-VA) : On ne sait donc toujours pas si le gouvernement flamand obtiendra une réponse positive. Y a-t-il un accord à ce sujet au sein du gouvernement? La date prévue du 1^{er} mai 2007 sera-t-elle respectée?

02.04 Hervé Jamar, secrétaire d'Etat (*en français*) : Nous comptons obtenir une réponse immédiate quant à l'état d'avancement de ce dossier.

Nous ne sommes évidemment pas opposés au fait que ce dossier aboutisse favorablement. Néanmoins, il faut l'accord de l'administration.

L'incident est clos.

02.05 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit) : Mes questions n^{os} 14412, 14413, 14414, 14415, 14416, 14417, 14418, 14419, 14420, 14421 et 14422 étaient initialement des questions écrites introduites il y a des mois déjà et, pour certaines d'entre, il y a deux ans. Il y a trois semaines, j'ai adressé un courrier au ministre dans lequel je lui ai fait savoir que je les introduirais comme questions orales si je ne recevais pas de réponse. Afin de ne pas surcharger l'ordre du jour de cette commission, je me contenterai toutefois de la réponse écrite à ces questions.

Le **président** : Deux ans pour recevoir une réponse constitue effectivement un très long délai. J'insiste pour qu'il soit répondu aux questions dans un délai raisonnable.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Maya Detiège au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la prison anversoise située dans le quartier de Sint-Andries" (n° 14409)

03.01 Maya Detiège (sp.a-spirit) : Le 11 janvier 2005, j'ai demandé au secrétaire d'État quand les logements promis et le parking en surface seraient construits sur le terrain de la prison dans le quartier Sint-Andries à Anvers. Il avait répondu alors que toutes les promesses seraient tenues, mais que du retard s'était accumulé pour des motifs budgétaires. D'après le calendrier prévu à l'époque, les logements devaient être terminés pour la fin mai 2007. Or, à ce jour, rien n'a bougé : il y a encore et toujours un parking soi-disant provisoire, dont les habitants craignent qu'il ne devienne définitif.

Où en est-on dans ce dossier ? Pourquoi la construction des logements n'a-t-elle même pas encore commencé ?

03.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : L'idée de départ était d'utiliser ces terrains pour construire trois logements pour la direction ainsi qu'un bâtiment administratif, mais ces projets n'ont pas abouti.

Les logements n'ont pas été repris dans le plan pluriannuel 2005-2009 du SPF Justice. De nouvelles priorités ont été fixées, comme la réalisation de travaux d'aménagement intérieur à la prison d'Anvers. Ce n'est qu'ensuite que les bâtiments administratifs pourront éventuellement être agrandis.

Pour les investissements ordinaires qui n'ont pas été repris dans le plan pluriannuel, les moyens budgétaires sont limités. La Régie des Bâtiments dispose d'un permis de bâtir temporaire. En collaboration avec la Justice, nous cherchons en ce moment une affectation rationnelle pour le terrain en question ainsi qu'un budget.

03.03 Maya Detiège (sp.a-spirit) : La seule certitude concerne donc des travaux d'amélioration internes. Dans ce dossier, des promesses sont faites depuis des années mais ne sont jamais tenues. Les habitants espéraient que les travaux promis contribueraient à améliorer l'aspect du quartier. Je les informerai de cette réponse.

L'incident est clos.

04 Question de M. Luc Gustin au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les articles 32 et 33 du Code TVA" (n° 14437)

04.01 Luc Gustin (MR) : Suite à la directive du 24 juillet 2006 insérant un article 11 A, §7 dans la 6^e directive, la loi-programme du 27 décembre 2006 a modifié les articles 32 et 33 du Code de la TVA afin de définir la base d'imposition lors d'opérations effectuées dans le cadre de liens particuliers qui unissent les parties comme le montant qu'un preneur devrait payer, dans des conditions de pleine concurrence, pour se procurer les biens ou services en question.

Lorsqu'il n'est pas possible d'établir une transaction comparable, la valeur normale d'une prestation de services ne peut être inférieure au montant des dépenses engagées.

En ce qui concerne les véhicules mis gratuitement à disposition de membres du personnel, en vertu d'une circulaire n°4 du 9 mai 1996, la base d'imposition est déterminée, par mesure de simplification, en tenant compte du montant retenu comme avantage de toute nature en matière d'impôts directs.

En ce qui concerne les véhicules mis à disposition de membres de personnel moyennant le paiement d'une intervention, la circulaire prévoyait que la taxe était exigible sur la somme perçue à cette occasion, avec un minimum correspondant à l'indemnité payée, augmentée d'une base d'imposition déterminée en tenant compte du montant imposable au titre d'avantage de toute nature.

Cette dernière règle avait été mise à mal par l'arrêt « Hôtel Scandic » de la Cour européenne, ce qui avait créé un risque de perte de recettes dans tous les cas où une somme modique constituait la contrepartie de l'opération.

C'est uniquement pour éviter une telle perte de recettes que le gouvernement a entendu faire usage de la faculté offerte par la directive du 24 juillet 2006.

Confirmez-vous que les modifications apportées par la loi du 27 décembre 2006 ne remettent pas en cause la mesure de simplification qui consiste à se référer aux montants retenus pour le calcul des avantages de toute nature en matière d'impôts directs ?

04.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Oui.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Ingrid Meeus au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le carburant industriel" (n° 14468)

05.01 Ingrid Meeus (VLD) : Le secteur de la construction attend une décision du tribunal correctionnel concernant l'application de l'article 420 de la loi programme et d'un arrêté ministériel du 27 octobre 2005. Précédemment, une pompe à béton était considérée comme un véhicule de chantier. Aujourd'hui, elle pourrait être considérée comme un camion.

Une pompe à béton est-elle considérée comme un véhicule de chantier pouvant rouler au gasoil, ou comme un camion devant rouler au diesel ? Est-elle soumise à l'eurovignette ?

05.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : De l'avis de l'administration des douanes et accises,

une pompe à béton peut être considérée comme du matériel automobile industriel essentiellement utilisé en tant qu'outil. Cela implique qu'elle peut être alimentée avec du gasoil au tarif du carburant pour des utilisations industrielles et commerciales.

Etant donné que les pompes à béton sont considérées comme des véhicules-outils, elles n'entrent pas dans le champ d'application de l'eurovignette. Dès que le véhicule est utilisé pour transporter des marchandises ou d'autres objets, il est imposable au tarif dû pour le total de ses essieux. Les entreprises de transport et les sociétés qui vendent ces outils sont quant à eux soumis à l'eurovignette.

05.03 Ingrid Meeus (VLD) : Le secteur de la construction sera très heureux de cette réponse.

L'incident est clos.

Président: M. Luc Gustin.

06 Question de M. Bart Tommelein au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la présence de la douane à Ostende" (n° 14433)

06.01 Bart Tommelein (VLD) : En tant que seule ville à disposer d'un aéroport et d'un port maritime sur son territoire, Ostende revêt une grande importance pour la douane. Cette dernière doit être en mesure d'intervenir rapidement sur place et elle a besoin pour ce faire d'une infrastructure de base.

Les douaniers s'inquiètent actuellement de la politique du personnel menée vis-à-vis de la douane d'Ostende ainsi que des investissements dans l'équipement logistique de ces services. Le personnel estime que les contrôles manuels doivent être possibles immédiatement plutôt que d'être effectués par une équipe mobile de Zeebrugge.

Dans quelle mesure va-t-on maintenir un service de douane à part entière à Ostende ?

06.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (en néerlandais) : Le PLDA, le nouveau système de traitement électronique des déclarations de douane, entraînera une forte diminution du nombre de déclarations introduites auprès des bureaux de douane. La vérification des marchandises sera réalisée au sein des entreprises détentrices d'une autorisation ou sur les plate-formes publiques ou privées de chargement et déchargement qui devront satisfaire à certaines contraintes au niveau de l'infrastructure et des équipements.

Le choix des lieux de chargement et déchargement dépendra de la proximité des ports et des aéroports, du souhait des sociétés de continuer à déclarer leurs marchandises sur la base de la procédure normale, de l'ampleur du travail et de l'intention de toutes les parties impliquées de créer ou d'améliorer l'infrastructure en fonction des normes réglementaires.

Ostende paraissant satisfaire à tous les critères, il est vraisemblable que des services de vérification et de surveillance ainsi qu'un point de déclaration seront maintenus.

06.03 Bart Tommelein (VLD) : Je ne mets pas en cause la rationalisation des procédures ni le transfert des tâches qui en découle. Je me réjouis d'apprendre qu'il existe suffisamment d'indications justifiant le maintien des services opérationnels à Ostende.

L'incident est clos.

Président: M. Bart Tommelein.

07 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la publication des rapports annuels du Service des décisions anticipées" (n° 14451)

07.01 Carl Devlies (CD&V) : Conformément à la loi du 24 décembre 2002, le ministre des Finances doit transmettre chaque année à la Chambre le rapport du Service des décisions anticipées en matière fiscale. Le dernier rapport disponible est celui de 2004.

Le rapport annuel de 2005 aurait dû être en possession de la Chambre en juillet 2006. Quand sera-t-il disponible ?

07.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Je dois admettre que le rapport annuel du Service des décisions anticipées en matière fiscale n'a pas été communiqué à la Chambre bien qu'il ait été déposé en juin 2006. Il ne s'agissait nullement de dissimuler des informations. Nous déposerons le rapport au secrétariat de la commission des Finances.

(*En français*) Voici le rapport, avec nos excuses pour le petit problème de communication.

07.03 **Carl Devlies** (CD&V) : Nous saluons le mea-culpa du secrétaire d'État.

L'incident est clos.

08 **Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les recettes fiscales au cours du mois de janvier 2007" (n° 14474)**

08.01 **Carl Devlies** (CD&V) : Lors de la confection du budget, le gouvernement affichait un très grand optimisme concernant les recettes fiscales pour 2007. Ces recettes étaient estimées à 92,46 milliards d'euros, soit 5,13 milliards d'euros de plus qu'en 2006. Un communiqué de presse publié la semaine dernière faisait même état, pour janvier 2007, d'un résultat supérieur de 78,9 millions d'euros à celui qui avait été estimé lors de la confection du budget. Les recettes des contributions directes ont connu une hausse de pas moins de 255,8 millions d'euros.

Quel a été le montant précis des recettes des différents éléments fiscaux pour janvier 2007 et quel a été le taux de croissance ? En ce qui concerne l'impôt des personnes physiques, je souhaiterais des chiffres distincts pour le précompte professionnel, les versements anticipés et les recettes des rôles. Pour l'impôt des sociétés, je voudrais connaître les recettes des versements anticipés et des articles du rôle.

08.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Les recettes de janvier 2007 sont comparables à celles de janvier 2006, à l'exception des recettes ayant trait aux rôles des impôts des personnes physiques et des sociétés. Pour ces impôts, les services administratifs sont, en effet, parvenus à commencer les enrôlements à partir de l'année effective de l'introduction de la déclaration. C'est pourquoi l'on note une différence de rythme entre la perception et le remboursement. Cette réalité rend également malaisée une comparaison entre janvier 2006 et janvier 2007.

Je dispose de chiffres établis par le service d'études du SPF Finances qui permettent une comparaison méthodologiquement pertinente entre les mois de janvier 2006 et 2007.

Les recettes fiscales directes hors enrôlements pour l'impôt des personnes et des sociétés se sont élevées à 4 024,3 millions en 2006 et à 4 280,1 millions en 2007. Cela représente une progression de 6,4 %. En 2006, les recettes fiscales indirectes ont atteint 2 972,9 millions d'euros, contre 3 078,3 millions d'euros en 2007, soit une hausse de 3,5 %. Au total, les recettes fiscales ont ainsi atteint 6 997,2 millions d'euros en 2006 et 7 358,4 millions en 2007, ce qui représente une hausse de 5,2 %. Je transmets les tableaux à M. Devlies.

08.03 **Carl Devlies** (CD&V) : Je vais devoir examiner le document. L'enrôlement accéléré de l'impôt des personnes et des sociétés a permis un accroissement des recettes. L'avantage budgétaire providentiel de plus de 78 millions d'euros pour janvier 2007 annoncé par le ministre Reynders est excessivement optimiste, dès lors qu'on semble vouloir extrapoler ce résultat au reste de l'année. Les chiffres positifs de janvier 2007 sont à mettre en rapport avec les enrôlements dirigés des mois d'octobre, novembre et décembre 2006. Les enrôlements positifs ont, en effet, été établis durant les derniers mois de 2006. A partir de mars 2007, les chiffres prendront une autre orientation. Au sommet de Louvain, on se basera sur les chiffres faussés de janvier et février 2007. Il s'agit d'une bombe à retardement pour le prochain gouvernement.

08.04 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : La progression est constante depuis 2001.

08.05 **Carl Devlies** (CD&V) : Le gouvernement a toujours tenu compte d'une progression importante au

niveau des chiffres budgétaires. Cette politique a été critiquée même par des experts indépendants. Et à présent, l'estimation des recettes fiscales est encore revue à la hausse. On pourrait, dès lors, soupçonner le gouvernement de vouloir reporter la facture à la prochaine législature.

L'incident est clos.

09 Question de M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'application du forfait déductible pour la garde d'enfant par des maisons d'enfants" (n° 14462)

09.01 Benoît Drèze (cdH) : Le Code des impôts sur les revenus (CIR) prévoit, à certaines conditions, la déductibilité des frais de garde d'enfants. Le forfait déductible pour la garde d'enfants par des accueillantes est actuellement fixé à 13,50 euros par jour et par enfant. Lorsque l'accueillante ressort du secteur subventionné, ce forfait est porté à 15,17 euros. Qu'en est-il pour les maisons d'enfants ? Dans un souci de simplification, d'harmonisation et d'équité, n'y aurait-il pas lieu de généraliser le forfait de 15,17 euros ?

09.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Un accord collectif a été conclu pour les gardiennes indépendantes d'enfants à domicile. À partir de l'exercice d'imposition 2006, le forfait a été porté à 13,50 euros par enfant et par jour. Ce forfait ne s'applique pas aux gardiennes d'enfants du secteur subsidié. Il a été déterminé sur base de données spécifiques caractéristiques de l'activité d'accueillante indépendante d'enfants à domicile. Il ne pourrait donc être étendu à d'autres formes d'activités de garde d'enfants que si les données propres à celles-ci sont similaires.

Cela étant, j'ai demandé à mon administration un examen urgent des cas de garde dans les maisons d'enfants ou les mini-crèches.

09.03 Benoît Drèze (cdH) : Je suppose que vous me tiendrez informé de vos recherches et que vous ne tarderez pas à répondre également à ma question sur les services de garde d'enfants malades, qui a été transformée en question écrite.

L'incident est clos.

10 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les enrôlements du mois de février 2007" (n° 14473)

10.01 Carl Devlies (CD&V) : Combien de cotisations dans le secteur de l'impôt des personnes physiques ont été établies au cours du mois de février 2007 ? Combien de cotisations avec supplément à payer à l'Etat belge y avait-il ? Combien y en avait-il avec remboursement par l'Etat belge ? Quels étaient les montants globaux ? Quel est le résultat final ? Les mêmes données peuvent-elles être communiquées concernant l'impôt des sociétés ?

10.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : En février 2007, 1.274.105 cotisations au total ont été établies dans le cadre de l'impôt des personnes physiques, dont 328.592 avec supplément pour un montant de 384.833.751,42 euros et 786.468 avec remboursement pour un montant de 1.058.846.654,90 euros. Le résultat final s'est donc élevé à 674.012.903,48 euros.

Dans le secteur de l'impôt des sociétés, 27.217 cotisations au total avaient été établies à la date du 19 février 2007 pour un montant de 42.783.658,18 euros, dont des cotisations avec supplément pour un montant de 170.892.985,17 euros et des cotisations avec remboursement pour un montant de 128.109.326,99 euros.

L'incident est clos.

10.03 Carl Devlies (CD&V) : Je vous autorise à convertir ma question orale n°14475 en question écrite.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- M. Joseph Arens au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les négociations en vue d'une

révision de la convention franco-belge préventive à la double imposition" (n° 14477)

- Mme Colette Burgeon au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la convention préventive de double imposition belgo-française" (n° 14478)

11.01 Joseph Arens (cdH) : Voici quatre ans, vous avez indiqué votre volonté de reprendre les négociations avec la France pour revoir la convention préventive de double imposition franco-belge.

Vos collègues français indiquent être – je cite – « parfaitement conscients des difficultés engendrées par la modification récente des modalités d'application par les autorités belges du régime du travailleur frontalier. Des discussions approfondies ont eu lieu, lors d'une rencontre le 15 décembre à Bruxelles. »

Où en sont les négociations ? Confirmez-vous la rencontre du 15 décembre dernier ? De nouvelles démarches ont-elles été entreprises, depuis ? Y a-t-il eu des progrès ? Envisagez-vous la conclusion d'un accord avec la France pour réviser la convention préventive à la double imposition entre nos deux pays ? Sinon, pourquoi ?

11.02 Colette Burgeon (PS) : J'ai été interpellée par des kinésithérapeutes frontaliers belges travaillant en France. Résidant en Belgique, ils sont assujettis à l'impôt sur les revenus chez nous. Les barèmes des salaires étant plus bas en France, mais les cotisations sociales prélevées à la source plus élevées, leur imposition fiscale réduit leur salaire mensuel net à un niveau dérisoire par rapport aux Français.

Leurs démarches auprès de fiscalistes, avocats, ministres français et belges n'ont jamais abouti qu'à un constat sans engagement.

Les négociations en vue de conclure une nouvelle convention préventive de double imposition, commencées en 2003, sont-elles toujours d'actualité ? Est-il exact que vous envisagez avec votre homologue français la suppression du régime des travailleurs frontaliers et un alignement sur le modèle OCDE ? Sinon, ne faut-il pas relancer le débat pour que cessent ces situations discriminatoires ?

11.03 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Les négociations en vue de réviser l'actuelle convention franco-belge ont repris, en décembre dernier.

Selon les principes proposés, le régime frontalier cesserait de s'appliquer aux travailleurs frontaliers belges occupés en France. Dès la prise d'effet des nouvelles règles, ceux-ci seraient imposables en France, conformément au modèle OCDE de convention. Le régime actuel serait, en revanche, maintenu à titre transitoire pour les résidents français qui bénéficient de ce régime. Tous les frontaliers seraient donc imposables en France, laquelle devrait, dès lors, compenser financièrement la perte de recettes fiscales en Belgique.

Deux rencontres ont eu lieu, en décembre 2006 et février 2007, entre des représentants de deux administrations fiscales. D'autres rencontres sont prévues pour arrêter les modalités d'application du régime transitoire et déterminer la compensation financière de la France à la Belgique. Nous espérons qu'un accord pourra être trouvé.

J'ajoute que, dans ce dossier, le ministre Reynders a eu affaire à sept ministres des Finances français et maintenant à une ministre déléguée au Commerce extérieur !

Cela explique aussi certaines difficultés.

Hier, le ministre des Finances a décidé d'autoriser un nombre limité de jours ouvrables de sortie de zone pour 2007 et 2008, pour les frontaliers habitant la France. Cette technique pourrait permettre un aménagement de la situation mais nous devons encore finaliser le projet.

11.04 Joseph Arens (cdH) : Si je comprends bien, nous aboutirons dans les prochaines semaines à un nouvel accord belgo-français ? Quand démarre la prise d'effet : avant la fin de la législature ?

11.05 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Le ministre communiquera les précisions nécessaires avant la fin de la semaine.

11.06 Colette Burgeon (PS) : J'espère que la phase transitoire sera finalisée cette semaine. Je vous encourage à trouver une solution définitive en la matière.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 11 h 34.

De vergadering wordt geopend om 10.26 uur en voorgezeten door de heer Luc Gustin.

01 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de sluiting van gebouwen van de administratie van Financiën in de gemeente Herve" (nr. 14352)

01.01 Melchior Wathelet (cdH): Er is sprake van een mogelijke sluiting van de gebouwen van de administratie van Financiën in de gemeente Herve.

Is die sluiting inderdaad gepland en zo ja, waarheen verhuizen de diensten? Welke gevolgen heeft dat voor het personeel? Indien er geen sluiting komt, geldt dat voor de lange termijn? Het is niet de eerste keer dat geruchten over een sluiting de ronde doen. Kan u een en ander verduidelijken?

01.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Frans*): In maart 2004 werden de resultaten van de Coperfinstudie in de Kamer bekendgemaakt. Toen werd ook een lijst voorgesteld van de plaatsen waar de diensten van de FOD Financiën voortaan zouden worden ondergebracht. Het plan betreffende de functionele en geografische reorganisatie voorzag niet langer in de aanwezigheid van diensten te Herve. De dertig personeelsleden zullen over de omliggende gemeenten worden gespreid.

Dat plan zal echter niet meteen ten uitvoer worden gelegd, maar pas in 2010-2012. Er zal bovendien met de betrokken overheden over worden onderhandeld. Dat zal ook gebeuren voor de andere centra die in hetzelfde geval verkeren.

01.03 Melchior Wathelet (cdH): Uw antwoord doet mij denken aan het glas dat halfleeg of halfvol is. Ik stel vast dat er niets zal gebeuren zonder dat eerst met de betrokken plaatselijke overheden wordt onderhandeld, wat een goede zaak is.

Ook al doen er heel wat geruchten de ronde, toch stelt uw antwoord mij gerust, althans tot in 2010-2012.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Patrick De Groote aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de fiscale aftrek van dienstencheques voor kinderopvang" (nr. 14372)

02.01 Patrick De Groote (N-VA): Sommige partijen gebruiken het thema van de kinderopvang om alleenstaande moeders te overtuigen om voor hen te kiezen. In *De Morgen* van 26 februari 2007 vraagt Kristl Strubbe van Open VLD zich af waarom de CD&V niet wil ingaan op het voorstel om dienstencheques voor kinderopvang volledig fiscaal aftrekbaar te maken voor de laagste inkomens.

Is er een akkoord in de federale regering over een fiscale aftrek voor Vlaamse dienstencheques? Wat is het budget? Welke technische aanpassingen moeten er daarvoor gebeuren en wat is de timing?

02.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Nederlands*): Artikel 10bis van de wet van 20 juli 2001 regelt de mogelijkheid om dienstencheques fiscaal aftrekbaar te maken voor andere activiteiten dan huishulp. De

Vlaamse ministers Van Brempt en Vervotte, bevoegd voor het actieplan flexibele en occasionele kinderopvang, hebben mij verzocht om een bilateraal samenwerkingsakkoord af te sluiten. Dit wordt momenteel onderzocht door mijn administratie; ik verwacht snel resultaten en zal de Vlaamse ministers op de hoogte houden.

Voorzitter: de heer Bart Tommelein.

02.03 Patrick De Groote (N-VA): Het is dus nog niet duidelijk of de Vlaamse regering een positief antwoord zal krijgen. Is er een akkoord binnen de regering? Zal de vooropgestelde datum van 1 mei 2007 gehaald worden?

02.04 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Wij gaan ervan uit dat we onmiddellijk een antwoord zullen krijgen over de voortgang van het dossier.

Uiteraard hebben we geen enkel bezwaar tegen een gunstige afloop van het dossier. Alleen moet de administratie haar goedkeuring verlenen.

Het incident is gesloten.

02.05 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit): Mijn vragen 14412, 14413, 14414, 14415, 14416, 14417, 14418, 14419, 14420, 14421 en 14422 waren oorspronkelijk schriftelijke vragen, die al maanden, en in sommige gevallen al twee jaar, zijn ingediend. Drie weken geleden heb ik de minister geschreven dat ik ze zou indienen als mondelinge vragen als ik geen antwoord zou krijgen. Om deze commissie niet te belasten, neem ik echter genoegen met het schriftelijke antwoord op deze vragen.

De **voorzitter**: Twee jaar wachten op een antwoord is inderdaad zeer lang. Ik dring erop aan om de vragen binnen een redelijke termijn te beantwoorden.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Maya Detiège aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de Antwerpse gevangenis gelegen in de Sint-Andrieswijk" (nr. 14409)

03.01 Maya Detiège (sp.a-spirit): Op 11 januari 2005 vroeg ik de staatssecretaris wanneer de beloofde woningen en de bovengrondse parking op het terrein van de gevangenis in het Sint-Andrieskwartier in Antwerpen er zouden komen. Toen antwoordde hij dat alle beloftes zouden worden nagekomen, maar dat er vertraging was opgelopen door budgettaire redenen. Volgens de toenmalige planning zouden de woningen einde mei 2007 af zijn, maar er is op dit moment nog steeds niets veranderd. Er is nog steeds een zogenaamd voorlopige parking, waarvan de bewoners vrezen dat die definitief zal worden.

Wat is de stand van zaken? Waarom is de bouw van de woningen nog niet eens aangevat?

03.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): Oorspronkelijk was het de bedoeling om op deze gronden drie directiewoningen en een administratief gebouw op te trekken. Deze plannen werden echter doorkruist.

De woningen werden niet opgenomen in het meerjarenplan 2005-2009 van de FOD Justitie. Er werden nieuwe prioriteiten gelegd, zoals interne verbeteringswerken aan de gevangenis van Antwerpen. Pas daarna zullen de administratieve gebouwen eventueel kunnen worden uitgebreid.

Voor de gewone investeringen die niet werden opgenomen in het meerjarenplan, zijn de budgettaire middelen beperkt. De Regie der Gebouwen beschikt over een tijdelijke bouwvergunning. Samen met Justitie wordt er gezocht naar een zinvolle bestemming voor het terrein en naar een budget.

03.03 Maya Detiège (sp.a-spirit): Op dit moment zijn dus enkel de interne verbeteringswerken aan de

gevangenis zeker. Al jaren worden er in dit dossier allerlei beloftes gedaan, maar die worden niet nageleefd. De buurtbewoners hoopten dat de beloofde werken het uitzicht van de buurt zouden verbeteren. Ik zal hen op de hoogte brengen van dit antwoord.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Luc Gustin aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de artikelen 32 en 33 van het btw-Wetboek" (nr. 14437)

04.01 Luc Gustin (MR): Als gevolg van de richtlijn van 24 juli 2006 tot invoeging van een artikel 11 A § 7 in de 6^{de} richtlijn, heeft de programmawet van 27 december 2006 de artikelen 32 en 33 van het btw-wetboek gewijzigd om de maatstaf van heffing te bepalen voor handelingen verricht tussen partijen verenigd door een bijzondere band, zoals het bedrag dat een afnemer zou moeten betalen om zich de desbetreffende goederen of diensten onder vrije mededinging te verschaffen.

Wanneer geen vergelijkbare verrichting kan worden vastgesteld, mag de normale waarde van een dienstverlening niet lager zijn dan het bedrag van de gedane uitgaven.

Wat de voertuigen betreft die gratis ter beschikking van het personeel worden gesteld, wordt de maatstaf van heffing - overeenkomstig rondzendbrief nr. 4 van 9 mei 1996 – vastgesteld op grond van het bedrag dat in aanmerking wordt genomen als voordeel van alle aard inzake directe belastingen, dit bij wijze van vereenvoudiging.

Wat de voertuigen betreft die tegen een vergoeding ter beschikking van het personeel worden gesteld, bepaalde de rondzendbrief dat de btw verschuldigd is op de bij die gelegenheid geïnde som, en ten minste wordt berekend over de betaalde vergoeding, verhoogd met een bepaalde grondslag rekening houdend met het als voordeel van alle aard belastbare bedrag.

Laatstgenoemde regel werd door het arrest-Hotel Scandic van het Europese Hof onderuitgehaald, met als gevolg dat men sindsdien in alle gevallen waarin de tegenprestatie voor de levering van de goederen of diensten een bescheiden bedrag vertegenwoordigde het risico liep op inkomstenverlies.

De regering heeft nu, louter om dat inkomstenverlies te voorkomen, gebruik willen maken van de bij de richtlijn van 24 juli 2006 geboden mogelijkheid.

Bevestigt u dat de vereenvoudiging waarbij uitgegaan wordt van de bedragen die gelden voor de berekening van de voordelen van alle aard inzake directe belastingen, niet op de helling gezet wordt door de wijzigingen die ingevoerd worden bij de wet van 27 december 2006?

04.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): Ja.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Ingrid Meeus aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de industriële brandstof" (nr. 14468)

05.01 Ingrid Meeus (VLD): De bouwsector wacht op een uitspraak van de correctionele rechtbank over de toepassing van artikel 420 van de programmawet en een ministerieel besluit van 27 oktober 2005. Vroeger was een betonpomp een werfwagen, nu dreigt ze als vrachtwagen beschouwd te worden.

Is een betonpomp een werfvoertuig dat op gasolie mag rijden, of een vrachtwagen die op diesel moet rijden? Moet ze een eurovignet hebben?

05.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Volgens de administratie der Douane en Accijnzen mag een betonpomp worden beschouwd als industrieel automobielmaterieel dat wezenlijk de functie van werktuig heeft. Dat impliceert dat ze mag worden aangedreven met gasolie tegen het tarief van motorbrandstof voor

industriële en commerciële doeleinden.

Omdat betonpompen worden beschouwd als voertuigen-werktuigmachines vallen ze buiten het toepassingsgebied van het eurovignet. Zodra het voertuig gebruikt wordt om goederen of andere voorwerpen te vervoeren, is het belastbaar tegen het tarief verschuldigd voor het totaal van zijn assen. De vervoerondernemers of handelaars in deze werktuigen zijn wel aan het eurovignet onderworpen.

05.03 Ingrid Meeus (VLD): De bouwsector zal heel tevreden zijn met dit antwoord.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: de heer Luc Gustin.

06 Vraag van de heer Bart Tommelein aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de aanwezigheid van de douane in Oostende" (nr. 14433)

06.01 Bart Tommelein (VLD): Oostende is de enige stad met een luchthaven en een zeehaven op haar grondgebied en is dus erg belangrijk voor de douane. De douane moet snel en ter plaatse kunnen optreden. Daarvoor is een basisinfrastructuur vereist.

Momenteel maakt het personeel zich zorgen over het personeelsbeleid ten aanzien van de douane van Oostende en over de investeringen in de logistieke uitrusting ervan. Het personeel meent dat manuele controles onmiddellijk moeten kunnen gebeuren en niet met een mobiele ploeg vanuit Zeebrugge.

In hoeverre zal in Oostende een volwaardige douanedienst worden gehandhaafd?

06.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Door PLDA, het nieuwe systeem voor elektronische behandeling van douaneaangiften, zal het aantal aangiften dat bij douanekantoren wordt ingediend, sterk afnemen. De goederenverificaties zullen gebeuren in firma's met een vergunning of in publieke of privé laad- en losplaatsen die aan bepaalde vereisten inzake infrastructuur en uitrusting zullen moeten voldoen.

De keuze van de publieke laad- en losplaatsen zal afhangen van de nabijheid van havens en luchthavens, de wens van firma's om hun goederen volgens de normale procedure te blijven aangeven, de omvang van het werk en het voornemen van alle betrokkenen om de infrastructuur te creëren of te verbeteren volgens de reglementaire normen.

Oostende lijkt aan alle criteria te voldoen en het is dus waarschijnlijk dat er verificatie- en bewakingsdiensten en ook een aangiftepunt zullen worden behouden.

06.03 Bart Tommelein (VLD): Ik stel de rationalisering van procedures en de taakverschuiving die daaruit voortvloeit, niet ter discussie. Met genoegen neem ik er kennis van dat er voldoende aanwijzingen zijn om de operationele diensten in Oostende te kunnen behouden.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: de heer Bart Tommelein.

07 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de publicatie van de jaarverslagen van de dienst Voorafgaande Beslissingen" (nr. 14451)

07.01 Carl Devlies (CD&V): Overeenkomstig de wet van 24 december 2002 moet de minister van Financiën jaarlijks het verslag van de dienst Voorafgaande Beslissingen in fiscale zaken versturen naar de Kamer. Het laatst beschikbare verslag is dat van 2004.

Het jaarverslag 2005 had in juli 2006 in de Kamer moeten zijn. Wanneer komt dit?

07.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): Ik moet toegeven dat het jaarverslag van de dienst Voorafgaande Beslissingen in fiscale zaken niet werd meegedeeld aan de Kamer, hoewel het in juni 2006 afgeleverd werd. Het was geenszins de bedoeling om informatie achter te houden. We zullen het verslag alsnog indienen bij het secretariaat van de commissie Financiën.

(*Frans*) Ziehier het verslag, met onze excuses voor de kleine communicatiestoornis.

07.03 **Carl Devlies** (CD&V): We hebben respect voor het berouw van de staatssecretaris.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de fiscale ontvangsten tijdens de maand januari 2007" (nr. 14474)**

08.01 **Carl Devlies** (CD&V): Bij de begrotingsopmaak was de regering bijzonder optimistisch over de fiscale ontvangsten voor 2007. Men raamde die op 92,46 miljard euro, 5,13 miljard euro meer dan in 2006. In een persmededeling vorige week liet men weten dat het resultaat voor januari 2007 zelfs nog 78,9 miljoen euro hoger ligt dan bij de begrotingsopmaak. De ontvangsten van de directe belastingen stegen maar liefst met 255,8 miljoen euro.

Wat waren de precieze ontvangsten voor januari 2007 van de verschillende fiscale componenten en wat was het stijgingspercentage? Bij de personenbelasting wil ik hierbij de cijfers afzonderlijk voor de bedrijfsvoorheffing, de voorafbetalingen en de ontvangsten uit kohieren. Bij de vennootschapsbelasting wil ik hierbij graag de ontvangsten uit voorafbetalingen en kohierartikels.

08.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): De ontvangsten voor januari 2007 zijn vergelijkbaar met die van januari 2006, met uitzondering van de ontvangsten die verband houden met de kohieren personen- en vennootschapsbelasting. De administratieve diensten slaagden er immers in om bij deze belastingen te beginnen met de inkohieringen vanaf het eigenlijke jaar van indiening van de aangifte. Daardoor verschilt het ritme van inning en terugbetaling. Het bemoeilijkt ook de vergelijking tussen januari 2006 en januari 2007.

Ik heb cijfers bij van de studiedienst van de FOD Financiën waarvoor een vergelijking tussen de maanden januari 2006 en 2007 methodologisch relevant is.

In 2006 bedroegen de ontvangsten voor directe belastingen buiten inkohieringen voor de personen- en vennootschapsbelasting 4.024,3 miljoen euro, in 2007 4.280,1 miljoen euro. Dit is een stijging met 6,4 procent. In 2006 bedroegen de ontvangsten voor de indirecte belastingen 2.972,9 miljoen euro, in 2007 3.078,3 miljoen euro. Dit is een stijging met 3,5 procent. De totale fiscale ontvangsten bedroegen in 2006 6.997,2 miljoen euro, in 2007 7.358,4 miljoen euro. Dit is een stijging met 5,2 procent. Ik overhandig de heer Devlies de tabellen.

08.03 **Carl Devlies** (CD&V): Ik zal het document moeten bekijken. Door de versnelde inkohiëring bij de personen- en vennootschapsbelasting zijn er meer ontvangsten. De budgettaire meevaller van ruim 78 miljoen euro voor januari 2007 die minister Reynders openbaar maakte, is overdreven optimistisch, want men lijkt dit te willen extrapoleren naar de rest van het jaar. De positieve cijfers van januari 2007 houden verband met de gestuurde inkohiëringen van oktober, november en december 2006. De positieve kohieren werden de laatste maanden van 2006 gevestigd. Vanaf maart 2007 zullen de cijfers een andere richting uitgaan. Op de top van Leuven zal men zich baseren op de vertekende cijfers van januari en februari 2007. Men schuift een bom met vertraagd ontstekingsmechanisme door naar de volgende regering.

08.04 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): Vanaf 2001 was er steeds dezelfde progressie.

08.05 **Carl Devlies** (CD&V): De regering heeft steeds rekening gehouden met een grote progressie in de begrotingscijfers. Ook onafhankelijke experts hebben hierop kritiek geuit. Nu worden de geraamde fiscale

inkomsten nog meer verhoogd. Dit wekt het vermoeden dat de regering de rekening wil doorschuiven naar de volgende regeerperiode.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Benoît Drèze aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de toepassing van het aftrekbaar forfait voor kinderopvang door kinderdagverblijven" (nr. 14462)

09.01 Benoît Drèze (cdH): Het Wetboek van de Inkomstenbelastingen (WIB) voorziet onder een aantal voorwaarden in de aftrek van de kosten voor kinderopvang. Het aftrekbaar forfait voor kinderopvang door onthaalouders is thans op 13,50 euro per dag en per kind vastgesteld. Wanneer de onthaalouder onder de gesubsidieerde sector valt, wordt dat forfait op 15,17 euro gebracht. Hoe zit het met de kinderdagverblijven? Zou men dat forfait ter wille van de vereenvoudiging, de harmonisatie en de billijkheid niet overal tot 15,17 euro moeten optrekken?

09.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Frans*): Voor de zelfstandige onthaalouders werd een collectief akkoord gesloten. Vanaf het aanslagjaar 2006 werd het forfait op 13,50 euro per kind en per dag gebracht. Dat forfait is niet van toepassing op de onthaalouders van de gesubsidieerde sector. Het werd vastgesteld op grond van specifieke gegevens die eigen zijn aan de activiteit van zelfstandige onthaalouder. Het kan dus enkel tot andere vormen van activiteiten inzake kinderopvang worden uitgebreid als de gegevens met betrekking daartoe gelijksoortig zijn.

Ik heb mijn administratie een dringend onderzoek gevraagd van de gevallen van kinderopvang in kinderdagverblijven of minicrèches.

09.03 Benoît Drèze (cdH): Ik veronderstel dat u mij van uw onderzoek op de hoogte zal houden en dat u mij ook spoedig zal antwoorden op mijn vraag over de diensten voor opvang van zieke kinderen, die in een schriftelijke vraag werd omgezet.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de inkohieringen tijdens de maand februari 2007" (nr. 14473)

10.01 Carl Devlies (CD&V): Hoeveel aanslagen in de personenbelasting werden er gevestigd in de loop van februari 2007? Hoeveel aanslagen waren er met bijbetaling aan de Belgische Staat? Hoeveel met terugbetaling door de Belgische Staat? Wat waren de globale bedragen? Wat was het eindresultaat? Kunnen dezelfde gegevens worden meegedeeld betreffende de vennootschapsbelasting?

10.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Nederlands*): In februari 2007 werden er in totaal 1.274.105 aanslagen in de personenbelasting gevestigd. Daarvan waren 328.592 aanslagen met bijbetaling voor een bedrag van 384.833.751,42 euro en 786.468 aanslagen met terugbetaling voor een bedrag van 1.058.846.654,90 euro. Het eindresultaat bedroeg dus 674.012.903,48 euro.

Inzake de vennootschapsbelasting werden er op 19 februari 2007 27.217 aanslagen gevestigd voor een bedrag van 42.783.658,18 euro. Er waren aanslagen met bijbetaling voor een bedrag van 170.892.985,17 euro en aanslagen met terugbetaling voor een bedrag van 128.109.326,99 euro.

Het incident is gesloten.

10.03 Carl Devlies (CD&V): Mijn vraag nr. 14475 mag omgezet worden in een schriftelijke vraag.

Het incident is gesloten.

11 Samengevoegde vragen van

- de heer Joseph Arens aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de onderhandelingen met het oog op een hervorming van het Frans-Belgisch dubbelbelastingverdrag" (nr. 14477)

- mevrouw Colette Burgeon aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het Frans-Belgisch dubbelbelastingverdrag" (nr. 14478)

11.01 Joseph Arens (cdH): Het is vier jaar geleden dat u heeft gezegd de onderhandelingen met Frankrijk te willen hervatten om het Frans-Belgische dubbelbelastingverdrag te herzien.

Uw Franse collega's zeggen zich - ik citeer - "perfect bewust te zijn van de moeilijkheden die de recente wijziging van de wijze van uitvoering van het grensarbeidersstelsel door de Belgische autoriteiten met zich meebrengt. Er hebben hevige discussies plaatsgevonden tijdens een ontmoeting in Brussel op 15 december."

Hoever staan de onderhandelingen? Bevestigt u de ontmoeting van 15 december jongstleden? Zijn er sindsdien nieuwe stappen ondernomen? Is er vooruitgang geboekt? Heeft u een samenwerkingsakkoord met Frankrijk om het dubbelbelastingverdrag tussen onze twee landen te herzien op het oog? Zo niet, waarom?

11.02 Colette Burgeon (PS): Ik ben aangesproken door Belgische kinesisten die over de grens in Frankrijk werken. Aangezien zij in België wonen, zijn zij onderworpen aan onze inkomstenbelastingen. De weddeschaal in Frankrijk is lager, maar de sociale bijdragen aan de bron zijn hoger, en door de belastingen wordt hun netto maandsalaris, in vergelijking met de Fransen, tot een belachelijk niveau teruggebracht.

De stappen die zij hebben ondernomen bij Franse en Belgische ministers, fiscalisten en advocaten hebben altijd alleen maar tot een vaststelling van de feiten geleid, zonder enige verbintenis.

Zijn de onderhandelingen die begonnen zijn in 2003 met het oog op het sluiten van een nieuw dubbelbelastingverdrag nog altijd aan de orde? Klopt het dat u met uw Franse collega van plan bent het grensarbeidersstelsel af te schaffen en te opteren voor het OESO-model? Zo neen, moet het debat dan niet opnieuw worden gelanceerd, opdat er een einde wordt gemaakt aan deze discriminerende toestanden?

11.03 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): De onderhandelingen met het oog op de herziening van het huidige Frans-Belgische verdrag werden in december jongstleden hervat.

Volgens de voorgestelde principes zou het grensarbeidersstelsel niet meer van toepassing zijn op Belgische grensarbeiders die in Frankrijk werken. Vanaf de inwerkingtreding van de nieuwe regels, zullen zij in Frankrijk belastbaar zijn, in overeenstemming met het OESO-model. Het huidige stelsel zou daarentegen tijdelijk gehandhaafd blijven voor de Franse inwoners die dit stelsel genieten. Alle grensarbeiders zouden dus belastbaar zijn in Frankrijk, dat het verlies van belastinginkomsten in België, derhalve, financieel zou moeten vergoeden.

Er zijn twee ontmoetingen tussen de vertegenwoordigers van de twee belastingadministraties geweest: in december 2006 en in februari 2007. Er zijn andere ontmoetingen gepland om de toepassingsmodaliteiten van het overgangsstelsel stil te zetten en de financiële vergoeding van Frankrijk voor België vast te stellen. We hopen dat er overeenstemming kan worden bereikt.

Ik wil daar nog aan toevoegen dat minister Reynders in dit dossier te maken heeft gehad met zeven Franse ministers van Financiën en momenteel met een minister bevoegd voor Buitenlandse handel.

Dat verklaart meteen ook bepaalde problemen die zich hebben voorgedaan.

Gisteren heeft de minister van Financiën beslist om in 2007 en 2008 een beperkt aantal werkdagen toe te staan tijdens dewelke grensarbeiders die in Frankrijk wonen, die zone mogen verlaten. Dankzij die techniek hopen we de toestand enigszins recht te trekken, maar het project moet nog worden afgerond.

11.04 Joseph Arens (cdH): Als ik het goed begrijp, zullen België en Frankrijk tijdens een van de komende weken een nieuwe overeenkomst sluiten? Wanneer treedt die in werking: nog vóór het einde van deze zittingsperiode?

11.05 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): De minister zal een en ander nog deze week verduidelijken.

11.06 **Colette Burgeon** (PS): Ik hoop dat de overgangperiode deze week kan worden afgerond. Ik dring erop aan dat u een definitieve oplossing voor dit probleem zou aandragen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.34 uur.